

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
3 avril 2023
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-dix-septième session
Point 64 de l'ordre du jour
Promotion et protection des droits de l'enfant**

**Conseil de sécurité
Soixante-dix-huitième année**

**Lettres identiques datées du 30 mars 2023, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par la Représentante permanente de Malte auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un document non officiel, établi par la Mission permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies, qui fait la synthèse des propositions et idées exprimées par les participants à la séance d'information du Conseil de sécurité sur le thème « Les enfants et les conflits armés : prévention des violations graves », organisée le 13 février 2023 par Malte, qui assurait alors la présidence du Conseil de sécurité (voir annexe).

Le document vise à recenser les idées et propositions formulées en vue de renforcer la prévention des violations graves contre les enfants dans les conflits armés et de donner effet à la résolution [2427 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité. Il n'implique en rien une adhésion à son contenu de la part de Malte ou de tout autre État Membre ou participant.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale, au titre du point 64 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentante permanente de Malte
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Vanessa **Frazier**



**Annexe aux lettres identiques datées du 30 mars 2023 adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par la Représentante permanente de Malte auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

**Document non officiel faisant la synthèse des propositions
formulées en vue de renforcer la prévention des violations graves
contre les enfants dans les conflits armés et de donner effet
à la résolution [2427 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité**

Le 13 février 2023, Malte, qui assurait la présidence du Conseil de sécurité, a organisé une séance d'information sur le thème « Les enfants et les conflits armés : prévention des violations graves ».

Il a été noté que malgré les progrès réalisés au cours des dernières années, de graves violations, d'une ampleur alarmante, continuaient d'être commises contre les enfants, et les efforts de prévention restaient essentiels. Dans sa résolution [2427 \(2018\)](#), le Conseil de sécurité a établi un cadre pour la prise en compte des questions relatives aux enfants et aux conflits armés dans toute stratégie de règlement des conflits et de pérennisation de la paix ainsi que pour la prévention des atteintes et violations commises contre les enfants.

L'objet de la séance d'information était donc d'examiner des solutions concrètes permettant de renforcer la prévention dans le cadre de l'action menée en faveur des enfants touchés par les conflits armés et de donner pleinement effet à la résolution [2427 \(2018\)](#).

La séance a été présidée par l'Ambassadrice et Représentante permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies et Présidente du Conseil de Sécurité, Vanessa Frazier. Des exposés ont été présentés par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, Virginia Gamba, la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, Najat Maalla M'jid, ainsi que par une jeune intervenante de 18 ans originaire du Cameroun, M^{me} Divina.

Le présent document non officiel a été établi par la Mission permanente de Malte et fait la synthèse des différentes idées et propositions exprimées par les intervenants lors de la séance d'information. Il ne signifie pas que Malte ou tout autre État Membre ou participant souscrivent à son contenu ou aux propositions formulées.

Les participants ont évoqué les idées résumées ci-après, qui pourraient jouer un rôle clé dans la prévention des conflits et des violations et atteintes commises contre les enfants et qui pourront faire l'objet d'un examen plus approfondi par le Conseil de sécurité :

- Tirer parti des stratégies de prévention et de règlement des conflits, par l'intermédiaire de la diplomatie préventive, telle que les bons offices et la médiation entre les parties, ainsi que par la mise en place de partenariats entre l'Organisation des Nations Unies, les organisations régionales, les États Membres et les organisations de la société civile pour consolider les efforts.
- Investir dans des systèmes nationaux de protection intégrés et intersectoriels pour venir en aide aux enfants et prévenir les atteintes et les violations lors du déclenchement d'un conflit.

- Faire de l'éducation un pilier de la prévention en donnant plus de moyens à la génération future, en favorisant la compréhension mutuelle et le dialogue, en ouvrant de nouvelles perspectives aux enfants afin de réduire le risque de recrutement et de ré-enrôlement dans des groupes armés, et en investissant dans l'égalité d'accès à un enseignement de qualité, conformément au droit international humanitaire, à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles et aux Principes et aux Engagements de Paris, une attention particulière étant accordée à l'accès des filles à l'enseignement.
- Renforcer les synergies au sein du système des Nations Unies, des organisations régionales et des États Membres pour mettre au point des stratégies et approches communes de prévention ainsi qu'une cartographie coordonnée des vulnérabilités sur le terrain, et pour renforcer les stratégies communes et les mécanismes de coordination en vue de prévenir le recrutement transfrontière et la traite.
- Veiller à ce que les opérations de paix et les missions politiques des Nations Unies disposent de capacités suffisantes en matière de protection de l'enfance, en intégrant ces dernières dans tous les mandats pertinents et en incluant la protection de l'enfance dans les activités et politiques de ces missions, tout en allouant des ressources suffisantes au personnel chargé de la sécurité des enfants.
- Accorder toute l'attention voulue au lien existant entre la paix et le développement, en gardant à l'esprit que la sécurité, la paix et le développement se renforcent mutuellement et contribuent à remédier aux causes profondes des conflits, dont la pauvreté, les inégalités et d'autres facteurs socioéconomiques.
- Accroître la coopération entre le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et la Commission de consolidation de la paix pour prévenir les violations et y faire face dans le cadre d'une approche globale.
- Se doter d'une capacité de protection de l'enfance pouvant être déployée rapidement afin d'intervenir dès que possible en cas de nécessité et de soutenir les efforts de prévention, notamment en empêchant le recrutement d'enfants par des groupes armés ou en veillant à leur réadaptation et à leur réintégration dans la société.
- Prendre acte du fait que la réadaptation et la réintégration des enfants associés à des groupes armés sont essentielles pour le maintien de la paix ; veiller à ce que les programmes de réadaptation et de réintégration tiennent compte des considérations liées au genre et soient conçus en associant les enfants afin de répondre de manière appropriée à leurs besoins ; échanger des meilleures pratiques s'agissant des programmes de réadaptation et de réintégration pour faire en sorte que ces programmes protègent et aident au mieux les enfants.
- Utiliser et appuyer les efforts d'alerte rapide et de suivi des Nations Unies en amont afin de prévenir les conflits et les divisions au sein de la société, grâce notamment à une coordination et une coopération accrues ; assurer une communication plus systématique de l'information concernant les indicateurs d'alerte rapide en cas de violations graves commises contre les enfants lors d'un conflit armé, évaluer les effets de ces violations sur la paix et la sécurité dans la région, intégrer solidement la prise en compte des questions de genre dans les efforts de suivi et de communication de l'information, pour tenir également compte du fait que les filles et les garçons sont souvent touchés de manière différente, et encourager un renforcement de la coopération avec les organisations de la société civile pour appuyer la détection précoce des facteurs de risque.

- Améliorer la surveillance transfrontière et l'établissement de rapports pour prévenir la traite des enfants et les enlèvements transfrontaliers afin de protéger tous les enfants, en particulier les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille ou de leur entourage, rapatrier et réintégrer les enfants capturés ou libérés dans des pays autres que leur pays d'origine, en gardant à l'esprit que l'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale, et renforcer les synergies entre l'ONU, les organisations régionales et les États Membres en élaborant et en mettant en œuvre des stratégies communes et des mécanismes de coordination qui améliorent l'échange d'informations et la coopération.
- Faciliter la prise en compte des points de vue et des initiatives des enfants dans l'ensemble des politiques et des programmes aux niveaux local, régional et international, afin de mieux comprendre leur situation et leurs besoins et de mettre un terme au cycle de la violence ; encourager la participation des enfants aux débats, à la transition politique et aux négociations de paix, sans discrimination et en suivant une approche tenant compte des questions de genre ; supprimer les obstacles techniques et financiers à la participation des jeunes en créant un environnement favorable et en allouant des ressources suffisantes pour permettre aux enfants et aux jeunes de participer.
- Tirer pleinement parti du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés, qui assure une protection plus efficace des enfants dans les conflits armés à grande échelle les plus violents et dispose d'un éventail d'outils.
- Participer de manière constructive aux travaux du Groupe de travail et envisager les débats de manière équilibrée et non politisée.
- Encourager des efforts coordonnés de déminage pour que les enfants puissent retourner dans un endroit sûr après le conflit et pour réduire le nombre de meurtres et de mutilations d'enfants.
- S'engager à amener les auteurs de violations à répondre de leurs actes en augmentant les ressources allouées en matière de responsabilité, notamment par l'intermédiaire de la Cour pénale internationale, afin de compléter les efforts nationaux et de lutter contre l'impunité, en particulier s'agissant des violences sexuelles et fondées sur le genre commises contre les enfants.
- Ratifier tous les instruments juridiques internationaux pertinents afin de renforcer la protection de l'enfance et de se prémunir contre leur participation à des conflits armés, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, et des instruments régionaux tels que la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, souscrire à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles ainsi qu'aux Principes et aux Engagements de Paris et aux Principes de Vancouver, et promouvoir les droits spéciaux et les protections spéciales accordés aux enfants, ainsi qu'à toutes les personnes âgées de moins de 18 ans, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant.
- Soutenir le maintien d'une approche coordonnée entre le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants et du Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, afin de renforcer la prévention, de faire face aux violations, de remédier aux facteurs de risque et aux moteurs du continuum de la violence et de mettre un terme au cycle des conflits.